

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'HABITAT ET DU
DEVELOPPEMENT URBAIN

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF HOUSING AND
URBAN DEVELOPMENT

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

N° 0.1.2.5/AAM/MINHDU/CIPM/2025 DU ...2.4...DEC...2024.....

EN VUE DE LA FORMATION DE CINQ CENT (500) JEUNES EN DIFFICULTÉ A LA FABRICATION ET POSE DES PAVES DANS LES COMMUNES DE KUMBA 2, MAMFE ET TIKO (LOT 1), KOUSSERI, MOKOLO (LOT 2) ET DE MELONG, BAZOU ET BANGOU (LOT 3) EN VUE DE LEUR INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE

FINANCEMENT : BF MINH DU/EXERCICE 2025

I- Contexte/justification :

Les villes camerounaises connaissent, depuis quelques années, une forte explosion démographique avec un taux d'urbanisation estimé à 52,8% en 2010 si l'on s'en tient aux projections du recensement général de la population en 2005. Cette tendance va s'accélérée et la population urbaine atteindra 60% à l'horizon 2025.

Cette situation urbaine est préoccupante dans la mesure où elle est corrélée à une pauvreté aggravante caractérisée notamment par un désœuvrement marqué de la population jeune, principale victime du taux de chômage situé à 13% au plan national dont 15% représentant la catégorie âgée de 15 à 34 ans. Il convient en outre de relever que ce chiffre représentant 75% de la population active masque le sous-emploi et l'informel représentant respectivement 75% de la population active et 90% des activités.

Une analyse approfondie, à la lumière des états généraux de l'emploi organisés en 2005 par le MINEFOP et l'INS révèle que l'une des causes du désœuvrement, au-delà des faiblesses de l'offre d'emplois, et le manque de qualification des demandeurs d'emplois qui pour l'essentiel, sont issus des milieux précaires et victimes des déperditions scolaires et sans formation initiale.

Si rien n'est fait, la gravité s'intensifiera et la ville deviendra le théâtre des inégalités et de la fracture sociale. Et ce, à travers les exclusions de toutes formes notamment ; sur les plans social, économique et spatial. Dans ce cas, la ville sera malheureusement inductrice de la crise urbaine dont les marqueurs sont ; l'insécurité, le banditisme, la toxicomanie, la prostitution, les maladies infectieuses (tuberculose, hépatite, VIH etc.), la révolte des quartiers populaires, le sentiment d'abandon.... Toutes choses qui saperaient l'équité, le vivre ensemble et la promesse républicaine.

Pour inverser cette tendance, il est impérieux pour les pouvoirs publics de s'inscrire en droite ligne des recommandations du 4^{ème} Forum International sur la Pauvreté Urbaine (FIPU) tenu à Marrakech en 2001 avec pour thème principal « Villes productives et Villes inclusives : Vers des Villes pour tous ».

Pour ce faire, il est question de combattre les mécanismes d'exclusion et renforcer les mécanismes inclusifs par le biais d'une part de la formation et l'apprentissage aux petits métiers du secteur urbain au profil des jeunes urbains désœuvrés, et d'autre part la création et la multiplication des unités pilotes de production des briques de terre stabilisée, des pavés, des parpaings et hourdis et de la soudure métallique sous la supervision des CTD.

Vu sous cet angle, les jeunes identifiés, formés et insérés deviendraient des acteurs urbains tout en contribuant à la production et consommation en milieu urbain. Ce qui assurerait, de par leur revenus leur atomisation et par ricochet la réduction de la pauvreté.

1. Objet de l'avis

Le présent Appel à Manifestation d'Intérêt a pour objet, la pré-qualification des Bureaux d'Etude nationaux jouissant d'une expertise avérée dans le domaine de la formation des jeunes aux métiers du secteur urbain.

2. Objectif global du projet

L'objectif global est de renforcer les capacités socioprofessionnelles des jeunes en difficulté aux fins de leur insertion dans l'exécution des projets urbains, à travers l'organisation des sessions de formation de courte durée aux plans théorique et surtout pratique des jeunes en difficulté sélectionnées à la fabrication et pose des pavés.

3. Les missions et prestations attendues du BET

Les missions et prestations attendues des BET dans le cadre de la réalisation de ce projet sont les suivantes :

- Produire les supports de formation sur les modules de fabrication et pose des pavés et un module sur la gestion d'une petite unité de fabrication des pavés ;
- Produire le rapport de mise en route assorti du chronogramme des activités à mener, du planning de déploiement du personnel clé et du personnel d'appui de l'entreprise ou du BET dans le projet.
- assurer la formation théorique et pratique des jeunes à la technique de fabrication et pose des pavés ;
- assurer la formation des jeunes à la gestion d'une petite unité de fabrication des pavés ;
- expérimenter les enseignements théoriques dispensés à travers des cas pratiques de fabrication et la pose des pavés sur un site choisi en concertation avec le Maire de la Commune bénéficiaire ;
- mettre à disposition, les kits des participants (sacoches, carnets, stylos, crayons, supports de formation etc.) ;
- prendre en charge les émoluments des experts chargés d'assurer la session de formation et les frais relatifs à la réunion de validation des rapports (mise en route et final) et des supports de formation ;
- prendre en charge la restauration des jeunes pendant toute la session de formation ;
- payer les frais de transport hebdomadaires des jeunes à former ;
- rédiger et produire des rapports d'activités hebdomadaires et transmettre à l'ingénieur du marché ;
- produire au moins trente photos dans un support (clé USB) et un enregistrement dans un support CD vidéo retraçant le déroulement de la cérémonie d'ouverture de la session de formation, de des différentes phases de la formation théorique et pratique des jeunes

- confectionner au moins trois (03) banderoles publicitaires par Commune ;
- produire les attestations de fin de formation préalablement validées par les services du Maître d'Ouvrage ;
- assurer la couverture médiatique lors de la cérémonie de lancement de la formation et de la phase pratique par au moins trois (03) médias publics et privés au choix (télévisions, médias presse et ce, en collaboration avec la Division du Développement Social Urbain;
- Production en dix (10) exemplaires, et en version papier et en fichier numérique modifiable, le rapport général de formation ressortant le cas échéant, les recommandations pertinentes sur les modalités de pérennisation et de réplique de ce type de projet.

La prestation est composée de trois (03) lots constitués ainsi qu'il suit :

N° LOT	COMMUNES	EFFECTIFS
LOT 1	KUMBA 2	50
	MAMFE	50
	TIKO	50
LOT 2	KOUSSERI,	100
	MOKOLO	100
LOT 3	MELONG	50
	BAZOU	50
	BANGOU	50

4. Critères de qualification

- Etre un BET installé au Cameroun ;
- Justifier des capacités administratives, techniques et financières requises et notamment :
 - Présenter un dossier administratif conforme ;
 - Disposer du matériel et du personnel nécessaire ou s'engager à en recruter pour la réalisation des prestations demandées ;
 - Présenter une capacité financière compatible avec les prestations à réaliser ;
- Jouir d'une expertise avérée dans les prestations requises (documentation, références dans le domaine de formation des jeunes à la fabrication et pose des pavés, disponibilité du personnel qualifié, disponibilité du matériel technique requis etc.).

5. Dossier de candidature

Les candidats qui souhaiteraient manifester leur intérêt à réaliser les prestations décrites ci-dessus doivent fournir les pièces administratives et autres informations techniques et opérationnelles ci-après, présentées en deux volumes :

5.1 Volume 1 (Pièces Administratives)

Le « Volume 1 » comprendra les documents administratifs suivants (originaux ou copies certifiées conformes, selon les cas), datées d'au plus trois (03) mois :

- Une lettre de motivation dûment signée du soumissionnaire ;
- L'attestation de conformité fiscale ;

- L'original de l'attestation de non - faillite délivrée par l'autorité compétente du domicile du soumissionnaire ;
- L'original de l'attestation de non exclusion des Marchés Publics délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ;

En cas de groupement de BET, les trois dernières pièces ci-dessus mentionnées doivent être fournies par chaque membre constitutif. Dans ce cas, le mandataire du groupement doit être formellement désigné par un acte joint au présent dossier.

NB : la non régularisation dans les délais de 48 heures de l'une des pièces ci-dessus citées entraînera l'élimination du candidat.

5.2 Volume 2 (Dossier Technique)

5.2.1 La liste du personnel d'encadrement

Le personnel technique minimum d'encadrement à mettre en place pour la réalisation des prestations est le suivant :

- Un chef de Mission (Ingénieur des Travaux de Génie Civil) ayant au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la formation.
- Deux Technicien Supérieur de Génie Civil (TSGC) ayant une expérience supérieure ou égale à 02 ans dans le domaine de la formation.

Le Candidat fournira la liste du personnel de maîtrise, accompagnée des pièces suivantes, pour chaque expert, datées d'au plus trois mois :

- CV daté et signé par le concerné ;
- La copie certifiée conforme du diplôme de chaque personnel.

N.B. : - La non production de l'une de ces pièces entraînera pour l'Expert en question, la note zéro (0) ;

- Tout dossier comprenant un personnel fonctionnaire sera purement et simplement rejeté.

5.2.2. Les référence du BET et sa compréhension du travail demandé

- Le BET produira la liste de ses références dans les prestations requises. Pour être prise en compte dans l'évaluation, chaque référence en prestation de même nature et de même importance devra être justifiée par les éléments suivants :
 - La copie de l'extrait du contrat comportant les premières et dernières pages, conjointement avec l'attestation de bonne fin ou le procès-verbal de réception afférent au projet concerné. Ces documents devront être clairs et lisibles ;
 - Le nom du Maître d'ouvrage ;
 - Le lieu d'exécution du projet ;
 - Une autorisation permettant de saisir le Maître d'ouvrage indiqué pour la vérification des informations relatives à la référence concernée.
- Le BET produira également un petit exposé relatif à sa compréhension des prestations au double plan théorique et pratique (contexte, objectifs, méthodologie, planning d'exécution, résultats attendus).
- Les BET intéressés remplissant les conditions requises, peuvent obtenir des informations complémentaires sur les prestations attendues auprès de la Division

du Développement Social Urbain du MINHDU aux heures ouvrables, à l'immeuble BALANOS situé en face de CALAFATAS, 1^{er} étage,

NB : sous-peine de rejet, les références du mandataire devront représenter au moins les trois quart (3/4) des références totales.

5.2.3 Les moyens logistiques, techniques et matériels

Le soumissionnaire devra justifier de la propriété des moyens logistiques, techniques et matériels en sa possession nécessaires à la réalisation des prestations. A cet effet, il produira une liste de matériels ci-après :

1. Moyens logistiques (véhicules, moyens de communication, etc.) avec justification de la propriété (photocopies certifiées des cartes grises ou des factures) ;
2. Moyens techniques et matériels avec justification de la propriété ;
 - La liste du matériel informatique et bureautique (micro-ordinateur, imprimante, projecteur, scanneur, logiciel, photocopieuses, etc.) présents au siège du BET ;
 - La liste de tout autre matériel technique etc..., propre au candidat et susceptible d'être utilisé au cours du projet (fournir les factures des fournisseurs et tout autre document attestant la propriété de ce matériel) susceptible d'être utilisé au cours de l'opération.

Pour le matériel à acquérir, la vérification se fera après l'attribution du marché auprès de la firme concernée.

N.B : La location desdits matériels doit être précisée, étant entendu que des vérifications pourront être faites par le Maître d'Ouvrage en cas de besoin.

5.2.4 L'autorisation de vérification des déclarations

Cette autorisation dûment signée du Directeur Général du BET, devra permettre au Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain de procéder à toute vérification jugée nécessaire, pour s'assurer de l'existence du matériel annoncé dans le dossier de candidature, et de l'exactitude des informations relatives aux références présentées auprès des Maîtres d'Ouvrages concernés.

6. Critères d'évaluation du Dossier Technique

- Critères éliminatoires :
 - Dossier technique non conformes aux prescriptions du présent avis ;
 - Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
 - Absence d'une référence similaire exécutée au cours des 3 dernières années d'un montant supérieur ou égal à 20 millions ;
 - Note technique inférieure à 70 points sur 100.
- Critères essentiels

L'évaluation de la qualité des offres techniques sera faite sur 100 points sur la base des critères ci-dessous :

A - Références	20 points
B - Personnel d'encadrement	40 points
C - Matériels	10 points
D - Organisation – Méthodologie et Planning	30 points

Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à soixante-dix (70) points sur cent (100), seront retenus pour la suite de la procédure.

7. Dépôt des Dossiers

Les dossiers de candidature comportant les volumes 1 et 2, rédigés en français ou en anglais, doivent être remis en quatre (04) exemplaires, dont un (01) original et trois (03) copies, marqués comme tels, sous pli fermé et scellé à la Direction des Affaires Générales/Service des Marchés du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain à l'immeuble ministériel n°1 (face Poste centrale) au 9^e étage-porte 02 le 17 JAN 2025, à 12 heures, heure locale au plus tard avec la mention :

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

NO.1.2.5. /AAMI/ MINHDU/CIPM/2024 DU ...24 DEC 2024

EN VUE DE LA FORMATION DE CINQ CENT (500) JEUNES EN DIFFICULTE A LA FABRICATION ET POSE DES PAVES DANS LES COMMUNES DE KUMBA 2, MAMFE ET TIKO (LOT 1), KOUSSERI, MOKOLO (LOT 2) ET DE MELONG, BAZOU ET BANGOU (LOT 3) EN VUE DE LEUR INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE
FINANCEMENT : BF MINH DU/EXERCICE 2025

8. Renseignements

Les renseignements complémentaires au présent avis peuvent être obtenus auprès de la Division du Développement Social Urbain du MINH DU aux heures ouvrables, à l'immeuble BALANOS situé en face de CALAFATAS, 1^{er} étage, téléphone

9. Publication des résultats

L'avis d'appel d'offres restreint tient lieu de publication du résultat de la pré-qualification.

En outre, conformément à l'article 76 du décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics au Cameroun, le nombre de marchés dont un candidat pré-qualifié dans le cadre de cet ASMI, pourrait être attributaire est limité à un contrat.

Ampliations :

- DG/ARMP
- ARCHIVES
- AFFICHAGE
- DDSU

Yaoundé, le 24 DEC 2024
LE MINISTRE

Charles nka Ketcha Célestine

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DE L'HABITAT ET DU
DEVELOPPEMENT URBAIN

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF HOUSING AND
URBAN DEVELOPMENT

EXPRESSION OF INTEREST

00.1.2.5 /AAMI/MINH DU/CIPM /2025 OF ...**24**..DEC..2024.....

**FOR THE TRAINING OF FIVE HUNDRED (500) YOUTH IN DIFFICULTY IN THE
MANUFACTURE AND LAYING OF PAVERS IN THE COMMUNITIES OF KUMBA 2,
MAMFE ET TIKO (PLOT 1), KOUSSERI, MOKOLO (PLOT 2) ET DE MELONG, BAZOU
ET BANGOU (PLOT 3) WITH A VIEW TO THEIR SOCIO-ECONOMIC INTEGRATION**

FUNDING: PIB MINH DU 2025 FINANCIAL YEAR

I- Context/justification

Cameroonian cities have experienced, for several years, a strong demographic explosion with an urbanization rate estimated at 52.8% in 2010 if we stick to the projections of the general population census in 2005. This trend will continue. accelerated and the urban population will reach 60% by 2025.

This urban situation is worrying to the extent that it is correlated with worsening poverty characterized in particular by a marked idleness of the young population, the main victim of the unemployment rate located at 13% nationally, including 15% representing the category aged 15 to 34 years old. It should also be noted that this figure representing 75% of the active population masks underemployment and the informal sector representing respectively 75% of the active population and 90% of activities.

An in-depth analysis, in the light of the general employment surveys organized in 2005 by MINEFOP and the INS, reveals that one of the causes of idleness, beyond the weaknesses of the job offer, and the lack qualification of job seekers who, for the most part, come from precarious backgrounds and are victims of school dropouts and without initial training.

If nothing is done, the severity will intensify and the city will become the scene of inequalities and social divide. And this, notably through exclusions of all forms; on social, economic and spatial levels. In this case, the city will unfortunately be the cause of the urban crisis, the markers of which are; insecurity, banditry, drug addiction, prostitution, infectious diseases (tuberculosis, hepatitis, HIV etc.), the revolt of working-class neighborhoods, the feeling of abandonment.... All things that would undermine fairness, living together and the Republican promise.

To reverse this trend, it is imperative for public authorities to follow the recommendations of the 4th International Forum on Urban Poverty (FIPU) held in Marrakech in 2001 with the main theme “Productive Cities and Inclusive Cities: Towards Cities for all.”

To do this, it is a question of combating exclusion mechanisms and strengthening inclusive mechanisms through, on the one hand, training and apprenticeship in small trades in the urban sector for the profile of unemployed urban youth, and on the other. share the creation and multiplication of pilot units for the production of stabilized earth

bricks, paving stones, concrete blocks and slabs and metal welding under the supervision of the CTDs.

Seen from this angle, young people identified, trained and integrated would become urban actors while contributing to production and consumption in urban areas. Which would ensure, through their income, their atomization and in turn the reduction of poverty.

1. Purpose of the notice

The purpose of this Call for Expressions of Interest is to pre-qualify national design offices with proven expertise in the field of training young people for professions in the urban sector.

2. General objective of project

The general objective is to strengthen the socio-professional capacities of young people in difficulty for the purposes of their integration into the execution of urban projects, through the organization of short-term theoretical and especially practical training sessions for selected young people in difficulty. in the manufacture and installation of paving stones.

3. The missions and services expected from the BET

The missions and services expected from the BETs in the context of carrying out this project are as follows:

- Produce training materials on the paving stone manufacturing and laying modules and a module on the management of a small paving stone manufacturing unit;
- Produce the start-up report accompanied by the timetable of the activities to be carried out, the deployment schedule of key personnel and support staff from the company or the BET in the project.
- provide theoretical and practical training for young people in the technique of manufacturing and laying paving stones;
- provide training for young people in the management of a small paving stone manufacturing unit;
- experience the theoretical lessons provided through practical cases of manufacturing and laying paving stones on a site chosen in consultation with the Mayor of the beneficiary municipality;
- make participant kits available (bags, notebooks, pens, pencils, training materials, etc.);
- cover the fees of the experts responsible for carrying out the training session and the costs relating to the meeting to validate the reports (start-up and final) and training materials;
- take charge of catering for young people throughout the training session;
- pay the weekly transport costs of the young people to be trained;
- write and produce weekly activity reports and transmit them to the market engineer;
- produce at least thirty photos in a medium (USB key) and a recording in a video CD medium retracing the progress of the opening ceremony of the training session, of the different phases of the theoretical and practical training of young people
- make at least three (03) advertising banners per municipality;
- produce the training completion certificates previously validated by the services of the Project Owner;

– ensure media coverage during the training launch ceremony and the practical phase by at least three (03) public and private media of your choice (television, press media and this, in collaboration with the Urban Social Development Division);

– Production in ten (10) copies, and in paper version and in editable digital file, the general training report highlighting where applicable, the relevant recommendations on the modalities of sustainability and replication of this type of project.

The service is made up of three (03) lots constituted as follows:

PLOT N°	COUNCILS	NBER OF YOUTH
LOT 1	KUMBA 2	50
	MAMFE	50
	TIKO	50
LOT 2	KOUSSERI,	100
	MOKOLO	100
LOT 3	MELONG	50
	BAZOU	50
	BANGOU	50

4. Qualification criteria

- Be a BE established in Cameroon;
- Justify the required administrative, technical and financial capacities and in particular:
 - Submit an administrative file conforming to the specifications of this notice;
 - Have the necessary equipment and personnel or commit to recruiting them to carry out the requested services;
 - Present a financial capacity compatible with the services to be provided;
- Have proven expertise in the required services (documentation, references in the field of training young people in the manufacture and laying of paving stones, availability of qualified personnel, availability of the required technical equipment, etc.).

5. Bidding documents

Bidders wishing to express their interest to perform the tasks described above shall furnish administrative documents and other technical and operational information in two volumes as follows:

5.1. Volume 1: (ADMINISTRATIVE DOCUMENTS)

“Volume 1” shall comprise the following administrative documents (originals or certified true copies, as the case may be) dated no more than 3 (three) months:

- A letter of interest duly signed by the bidder;
- The tax compliance certificate;
- The original of credit worthiness attestation issued by the competent authority of the bidder's domicile;
- The original of the attestation of non-exclusion from public contracts issued by the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP).

In case of Consortium, each member shall provide the last three documents above. In this case, the representative of the consortium shall be officially appointed through an act attached to this document.

N/B: The absence or invalidity of any of the documents listed above shall lead to outright rejection of a candidate's bid.

5.2 – Volume 2 (TECHNICAL DOCUMENTS)

5.2.1 List of managerial personnel

The minimum technical personnel necessary for the implementation of the project shall be the following:

- A Chief of mission (Civil Work Engineer) with at least three years of experience in the domain;
- A senior civil engineering technician with professional experience of 02 or more years in the domain;

The candidate shall furnish a list of managerial personnel alongside the following documents for each of them dated no more than 3 months:

- A C.V dated and signed by the staff member concerned;
- The certified copy of the diploma of each staff;

N/B: - The non-provision of any one of these documents shall earn the expert concerned a zero score;

- Any file comprising the CV of a civil servant shall be rejected outright.

5.2.2 Consultancy's references and their understanding of the task to be accomplished.

. The BE will produce the list of its references in the required services. To be taken into account in the evaluation, each reference to a service of the same nature and of the same importance must be justified by the following elements:

- A copy of the extract from the contract including the first and last pages, together with the certificate of completion or the acceptance report relating to the project concerned. These documents must be clear and legible;

- The name of the Client;

- The location of the project;

- An authorization allowing contact with the Client indicated for verification of information relating to the reference concerned.

. The BE will also produce a short presentation relating to its understanding of the services on both a theoretical and practical level (context, objectives, methodology, execution schedule, expected results).

. Interested BEs meeting the required conditions can obtain additional information on the expected services from the Urban Social Development Division of the MINH DU during working hours, at the BALANOS building located opposite CALAFATAS, 1st floor,

NB: the agent's references must represent at least three quarters (3/4) of the total references.

5.2.3 - Logistical, technical and material resources

The tenderer must prove ownership of the logistical, technical and material means in his possession necessary to carry out the services. For this purpose, it will produce a list of materials below:

1. Logistical means (vehicles, means of communication, etc.) with proof of ownership (certified photocopies of registration documents or invoices);
2. Technical and material means with proof of ownership;
 - The list of computer and office equipment (microcomputer, printer, projector, scanner, software, photocopiers, etc.) present at the BET headquarters;
 - The list of any other technical equipment, etc., specific to the candidate and likely to be used during the project (provide invoices from suppliers and any other document attesting to ownership of this equipment) likely to be used during the project of the operation.

For the equipment to be acquired, verification will be carried out after the contract has been awarded to the firm concerned.

N.B: The rental of said equipment must be specified, it being understood that checks may be carried out by the Project Owner if necessary.

5.2.4 A certificate of financial capacity

This certificate must be issued by a bank approved by the Ministry of Finance under the conditions of COBAC, and specifying that the bidder can pre-finance the services to the tune of at least 15 million CFA francs.

5.2.5 Authorization to verify declarations

This authorization, duly signed by the Director General of the BET, must allow the Ministry of Housing and Urban Development to carry out any verification deemed necessary, to ensure the existence of the material announced in the application file, and the accuracy of the information relating to the references presented to the Project Owners concerned.

6. Criteria for evaluating the Technical File

• Elimination criteria:

- Administrative or technical files that do not comply with the requirements of this notice;
- False declarations or falsified documents;
- No justification for carrying out a similar service over the last three years;
- Presentation of a serving civil servant file;
- Technical score less than 70 points out of 100.

• Essential criteria

The evaluation of the quality of technical offers will be made on 100 points based on the criteria below:

A - References	20 points
B - Management staff	40 points
C – Materials	10 points
D - Organization – Methodology and Planning	30 points

Only candidates who, at the end of the evaluation, have achieved a technical score of at least seventy (70) points out of one hundred (100) will be retained for the remainder of the procedure.

7. Submission of Bids

Bids comprising volumes 1 and 2, drafted in English or French and submitted in 4 (four) sealed copies, including 1 original and 3 copies labeled as such, shall be submitted to the Department of General Administration (Contracts Service) of the Ministry of Housing and Urban Development, located at the 1th floor-door 02 of the Ministerial Building N° 1 (in front of the Central Post Office), on ~~17 JAN 2025~~ at 12:00 am, local time. They shall be labeled as follows:

EXPRESSION OF INTEREST

~~NO.1.2.5. /AAMI/MINHDU/CIPM /2025 OF2.6...DEC...2024.....~~

FOR THE TRAINING OF FIVE HUNDRED (500) YOUTH IN DIFFICULTY IN THE MANUFACTURE AND LAYING OF PAVERS IN THE COMMUNITIES OF KUMBA 2, MAMFE ET TIKO (PLOT 1), KOUSSERI, MOKOLO (PLOT 2) ET DE MELONG, BAZOU ET BANGOU (PLOT 3) WITH A VIEW TO THEIR SOCIO-ECONOMIC INTEGRATION

8. Additional information

Additional information about this bid invitation may be obtained during working hours from the Urban Social Environment Division of MINDUH located in Balanos Building NO. 1, tel.:

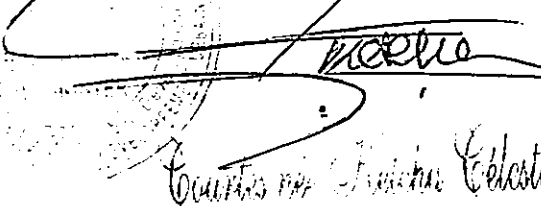
9. Publication of results

The Restricted bid invitation shall serve as the publication of pre-qualification result.

In addition, in accordance with Article 76 of Decree No. 2018/366 of 20th June 2018 on the Public Contracts Code in Cameroon, the number of contracts for which a pre-qualified candidate under this ASMI could be awarded is limited at one.

Copies:

- ARMP
- BILLBOARD

Yaounde, on 24 DEC 2024
LE MINISTRE

Georges N. F. Celestine